
Pour un nouveau monde. Les utopistes bretons au XIX^e siècle

Anthony Hamon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4974>

DOI : 10.4000/abpo.4974

ISBN : 978-2-7535-8021-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2019

Pagination : 247-249

ISBN : 978-2-7535-8019-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Anthony Hamon, « *Pour un nouveau monde. Les utopistes bretons au XIX^e siècle* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-4 | 2019, mis en ligne le 22 janvier 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4974> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4974>

© Presses universitaires de Rennes

GUENGAT, Jean-Yves, *Pour un nouveau monde. Les utopistes bretons au XIX^e siècle*, Rennes, Éditions Apogée, 2015, 270 p.

Jean-Yves Guengat, déjà connu pour ses travaux sur la franc-maçonnerie et l'école publique dans le pays brestois, s'est lancé cette fois dans l'étude d'individus originaires de cette région ayant adhéré, à un moment donné de leur existence, aux idées socialistes ou utopiques – de la religion saint-simonienne à la doctrine sociétaire de Charles Fourier. L'auteur précise qu'en dehors d'un lieu de naissance commun, ces « utopistes » sont issus d'une même « génération » de Bretons, nés pour la plupart entre 1800 et 1820, au lendemain du séisme politique que constituent la Révolution et l'Empire. Les contours et les caractéristiques du groupe finistérien étaient jusqu'alors mal estimés, les précédents travaux n'ayant révélé que le rôle – significatif – joué par Louis Rousseau (1787-1856), depuis son exploitation agricole de Keremma (située à Plounévez-Lochrist et à Tréflez), dans la propagation des préceptes utopiques au sein de la société locale. L'un des principaux intérêts du livre de J-Y. Guengat est de montrer que, si Keremma a bien été un foyer important de l'utopisme finistérien, d'autres points comme la ville de Brest ont aussi partagé ce statut. L'identification de ces nouveaux lieux lui a ensuite permis de mettre au jour les personnages s'y trouvant et de reconstituer leurs trajectoires respectives. Pour mener à bien ce travail, l'auteur a croisé toutes les sources qu'il avait à sa disposition : brochures, mémoires, journaux, archives maçonniques, etc., sans oublier de s'appuyer sur l'historiographie existante. L'ouvrage est ainsi un inventaire de biographies retraçant la carrière militante de ces utopistes : Charles Pellarin (1804-1883), Édouard de Pompéry (1812-1895) ou Paul de Flotte (1817-1860), pour ne citer que les plus renommés.

Le premier mérite de ce travail se rattache à l'examen qui est fait du microcosme brestois et de son influence dans la formation – aussi bien intellectuelle que relationnelle – du groupe des utopistes bretons. Les particularités de Brest au début du XIX^e siècle sont déjà bien connues : colonie militaire française implantée en pays bretonnant, la cité maritime reste également célèbre pour son bain. La ville a alors tout d'une forteresse surpeuplée où règnent les officiers de marine. La misère est grande, en effet, chez cette population d'artisans et d'ouvriers entassés aux abords de la Penfeld. L'océan apparaît dès lors comme une échappatoire (l'auteur l'insinue à maintes reprises) ; aussi l'activité navale occupe une place prépondérante dans les vocations professionnelles. Il n'y a cependant que peu de débouchés pour les civils originaires des milieux aisés. C. Pellarin, passé par l'école de santé navale, devient ainsi chirurgien de navires ; l'exercice de ce métier lui donne l'instruction et la mobilité tout en le confrontant aux inégalités sociales. P. de Flotte s'engage en 1833 dans la Marine royale et explore tout l'hémisphère sud du globe (p. 142). Ce facteur explique en partie le soutien des utopistes finistériens aux entreprises de colonisation d'outre-mer. De la même manière qu'une conscience très précoce du paupérisme ouvrier urbain les incite à militer en faveur de la vie à la campagne. Mais l'auteur n'a pas borné son analyse au seul cadre structurel ; il s'est également attaché – de façon, à vrai dire, assez malhabile du point de vue de la méthode – à décrire les événements qui ont eu un impact sur le développement des idées uto-

piques à Brest. Il s'agit, par exemple, des missions jésuites de 1819 et 1826 qui, dans une ville où le clergé épaula l'autorité militaire, réveillent un anticléricalisme opposé à l'alliance du sabre et du goupillon. Les utopistes finistériens tiennent pourtant un discours messianique qui s'inspire de la mystique chrétienne, tout en essayant tant bien que mal de rivaliser avec le clergé breton dans des domaines qui lui étaient traditionnellement réservés, tels que l'éducation populaire (par l'intermédiaire de la Société d'émulation de Brest à partir de 1836 (p. 174)) et la charité publique (ex : le projet d'asile agricole pour mendiants soumis en 1845 par Aristide Vincent (p. 187)). Toutefois, comme le rappelle J-Y. Guengant, « les fouriéristes finistériens, particulièrement, sont sensibles à maintenir avec l'Église catholique des relations dénuées d'animosité, conscients qu'une Église hostile amènerait l'échec de leur mission » (p. 245). D'un autre côté, ne faudrait-il pas voir dans ce comportement ambigu l'une des causes profondes du faible rayonnement des doctrines utopiques dans le Finistère ? Les plus remarquables militants finistériens, c'est-à-dire ceux qui ont joué un rôle dans le mouvement sociétaire en dehors de la Bretagne, ont rejeté cette compromission avec un clergé solidement enraciné dans les campagnes. C. Pellarin, libre-penseur déiste et futur proche collaborateur de C. Fourier, s'est ainsi séparé de L. Rousseau, fouriériste catholique, qui fonde peu après une école sociétaire dissidente à Keremma : l'Union harmonienne (p. 108). La dissension entre l'idéologue C. Pellarin et le notable L. Rousseau laisse entrevoir l'herméticité des campagnes à toute propagande extérieure lorsqu'elle n'est pas relayée par les élites locales, d'une part, et le fossé culturel qui existe au moins jusque sous le Second Empire entre les ruraux et les bourgeois passés par la colonie brestoise, d'autre part. Autre illustration de cette résistance rurale à la propagande utopiste : l'échec des candidatures socialistes dans le Finistère – É. de Pompéry et Émile Souvestre (1806-1854) – aux élections législatives d'avril 1848. Cet état de choses conduit, logiquement, les plus fervents utopistes à s'expatrier afin d'espérer mettre leurs idées en pratique.

Le deuxième mérite du livre est d'évaluer la contribution des utopistes finistériens à la construction et à l'essor du mouvement socialiste français au XIX^e siècle. La forme de cette participation varie en fonction des personnes impliquées et de la nature de leurs cercles relationnels respectifs. Elle se déroule, pour l'essentiel, sous la Monarchie de Juillet et pendant les deux premières années de la Seconde République ; au demeurant l'auteur insiste sur le fait que le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, en 1851, marque le début d'un déclin inexorable de l'action militante des utopistes. Celle-ci, il convient de le dire, est majoritairement d'ordre idéologique : C. Pellarin, devenu journaliste, rédige de nombreux articles à partir de 1832 dans la presse fouriériste (*La Phalange*, *la Démocratie pacifique*), dans laquelle il défend les thèses du maître tout en essayant d'apporter – sans succès – sa pierre à l'édifice (p. 105). Le constat se révèle identique pour l'œuvre de l'écrivain É. de Pompéry (p. 123). Le bilan est, par conséquent, très mitigé dans le domaine de l'idéologie politique. La répression antilibérale menée sous l'Empire autoritaire achève d'éloigner ces utopistes vieillissants du militantisme politique, et ils se focalisent alors avec plus ou moins de réussite sur leur carrière professionnelle : comme C. Pellarin, qui s'installe comme médecin à Montrouge au sud de Paris, l'inventeur naval Eugène Béléguc ou André Disdéri (1819-1889), insurgé

contre la République bourgeoise en juin 1848, qui devient le photographe officiel de Napoléon III. L'apport des utopistes finistériens dans le champ expérimental des théories socialistes n'est guère plus important. Bien que le nombre des réalisations concrètes soit assez réduit, J-Y. Guengant note tout de même que les Bretons y ont activement participé (p. 243), à l'image de Joseph Pouliquen (1800-1884), ancien juge à Morlaix, qui fonde en 1850 à Condé-sur-Vesgres (Seine-et-Oise), le « Ménage sociétaire », une communauté rurale autonome. Il reste que cette entreprise n'a reçu aucun soutien de la part des milieux fouriéristes et que, dès la fin des années 1860, la petite colonie devient juste un « agréable lieu de retraite ». L'auteur regrette la dispersion des fouriéristes finistériens aux quatre coins du monde (p. 244), empêchant selon lui la création d'un établissement sociétaire durable. Ces tentatives échouent aussi parce que les personnes impliquées sont peu fortunées, la plupart étant issue de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Les entreprises utopiques, de par leur caractère hasardeux, font en plus fuir les rares investisseurs potentiellement intéressés. Le faible nombre d'expériences infructueuses produit finalement une lassitude générale chez les militants. Cependant, la meilleure manière de juger la contribution des utopistes finistériens au mouvement socialiste français reste de les écouter se confier sur leur propre bilan. Ainsi C. Pellarin, dont l'histoire personnelle constitue le fil conducteur de l'ouvrage, meurt en 1883 en conservant un « certain sentiment d'échec » sur son activité militante (p. 240). J-Y. Guengant, qui trouve C. Pellarin un peu sévère avec lui-même, préfère mettre en avant l'héritage idéologique des utopistes bretons, d'après lui toujours vivace dans le Finistère.

Au final cet ouvrage, à défaut d'être entièrement convaincant à cause du plan adopté – le lecteur pouvant parfois avoir du mal à comprendre la finalité de tel paragraphe, – met en évidence un fait primordial. Il révèle la centralité et la pérennité dans le Finistère (et plus largement en Bretagne) d'une culture de la solidarité d'inspiration chrétienne sur laquelle le catholicisme social, notamment, a prospéré jusqu'à nos jours. Bien qu'à la fin du XIX^e siècle, les utopistes finistériens ne connaissent pas d'héritiers directs, le « rêve utopique », balayé par l'histoire, redevient alors pour un temps un anachronisme de la pensée socialiste. Ce livre montre en conclusion toute la difficulté pour une idéologie politique de s'enraciner eu égard aux particularismes d'une région à forte identité.

Anthony HAMON